

Déclaration liminaire au CTL du 28 mai 2015

Cette séance est la première sous votre mandature en qualité de nouveau DRFiP du Nord. Nous attendons, M. le Président, que vous endossiez pleinement la responsabilité des instances du Nord : CTL, CAPL et CHSCT. Le CTL vous permettra d'exprimer votre vision de la DRFiP et, pour nous, d'obtenir la garantie d'un avenir meilleur pour nos collègues (agents : A, B, C et encadrement supérieur) de tous les services ; en espérant - on peut rêver - que votre vision rejoigne nos attentes pour l'avenir...

Une DRFiP du Nord où il y aurait :

- un agent sur chaque chaise, des renforts à hauteur de toutes les décharges (temps partiels entre autres) et donc une Equipe Départementale de Renfort abondée à hauteur des besoins pour pallier les absences des collègues ou renforcer les équipes en cas de pic d'activité, et non pas uniquement compenser les sous-effectifs chroniques comme actuellement (rappelons qu'au niveau national, il manque déjà près de 1 700 agents),
- tous les moyens matériels et financiers pour accueillir les agents dans les meilleures conditions matérielles, de sécurité et de confort afin qu'ils puissent recevoir au mieux les usagers (contribuables, particuliers, professionnels, élus,...),
- une volonté d'exercer l'ensemble de nos missions dans les règles de l'Art et le respect législatif pour une réelle équité de traitement de nos usagers, une égalité des citoyens devant l'impôt, une meilleure justice fiscale,
- une véritable reconnaissance de la technicité, du volontarisme et de l'engagement des personnels qui y travaillent par une revalorisation de l'indemnitaire, un plan de qualification à la hauteur des enjeux de notre administration,
- un respect de chaque agent par une confiance méritée,
- un véritable dialogue social...

Telle devrait être la description d'un service public de qualité, exemplaire et au service de tous, porté par une administration qui se voudrait ambitieuse.

Depuis 2010, l'ensemble des agents de la Fonction Publique d'Etat subit le gel du point d'indice, encaisse l'augmentation du taux de cotisation pour pension civile et doit digérer la non revalorisation des frais de missions. L'annonce, hier, d'une nouvelle année blanche en matière de rémunération des fonctionnaires, vient encore noircir ce tableau. En 20 ans, les fonctionnaires ont perdu 22 % de pouvoir d'achat. Ce n'était déjà plus supportable et voilà maintenant la suppression de la prime d'intéressement et de l'indemnité exceptionnelle de compensation de la CSG. Solidaires n'a cessé de dénoncer la politique de paupérisation de la fonction publique et revendique des rémunérations justes.

Concernant l'ordre du jour :

➤ *Déploiement de la nouvelle version de l'application de gestion dématérialisée des dossiers des pensionnés*

Depuis sa présentation aux agents du Centre de Gestion des Retraites (CGR), cette nouvelle version suscite de nombreuses craintes (voire oppositions), qui n'ont pas été dissipées par l'expérimentation de juin 2014 au périmètre très restreint.

Sous couvert d'harmonisation des méthodes entre les CGR, une nouvelle organisation est imposée au CGR de Lille bien que son efficacité soit reconnue au plan national. Pourquoi ? Peut-être parce que cette harmonisation sert d'alibi au véritable objectif de cette nouvelle version : le déploiement des tableaux de bord. On nous avait promis une baisse de la pression des indicateurs. C'est chose faite, on appelle dorénavant cela du pilotage !

Pour Solidaires Finances Publiques, au-delà de son efficacité douteuse, car certaines tâches seront plus chronophages, cette nouvelle version s'annonce surtout source de souffrance au travail pour les agents.

➤ *Tableau de Bord de Veille Sociale et Mission Conditions de Vie au Travail*

Depuis maintenant plus de 10 ans, les diverses politiques menées, les réformes, les expérimentations, les plans de tous bords et de tous horizons, les suppressions massives d'emplois, les restructurations incessantes et les contraintes budgétaires accrues n'ont cessé de dégrader les conditions de travail des agents des Finances.

La mise en place d'outils tels que le TBVS, le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels, les Espaces de Dialogue sont pour le moins insuffisants ou insuffisamment exploités. En effet, non seulement les agents de la DGFIP ne constatent aucune amélioration concrète, mais au contraire subissent au quotidien la dégradation constante de leurs conditions de travail et ses nombreuses répercussions sur leur santé.

Aucune véritable politique de prévention ne s'appuie sur les outils existants. Les outils actuels ne servent qu'à un simple suivi administratif banalisé qui ne va pas au-delà des constats, quand ils ne sont pas un simple gadget d'affichage.

Le nombre de fiches de signalements a été multiplié par 2 de 49 en 2013 à 98 en 2014. Le nombre de congés maladie inférieurs ou égaux à 5 jours a plus que doublé sur la même période.

Cela fait 2 ans que l'indicateur 7 (nombre d'agents ayant fait appel aux assistants de services sociaux) n'est pas fourni officiellement par la Direction Générale. Qu'est que cela cache ? La DG aurait-elle honte de ces chiffres ? Officieusement donc, sur 245 agents ayant recouru aux services sociaux de la DRFiP Nord, 50 ont rencontré les assistants au sujet de leurs conditions de vie au travail (chiffre comparable à 2013, soit +150 % par rapport à 2012).

La question essentielle est : que faire de ces constats ? Attendre le TBVS 2015 pour comparer, pour s'alarmer toujours un peu plus sur la dégradation des conditions de vie au travail et la santé des agents ?

Pour Solidaires Finances Publiques, il faut :

- stopper cette spirale infernale destructrice d'agents, de missions et de réseau,
- redonner du sens au travail et non plus obéir à telle ou telle priorité (CICE en SIE par exemple)
- reinsuffler de la vie dans les services où trop souvent l'ambiance de travail s'est dégradée au fil des suppressions d'emploi et de la pression managériale incessante,
- défendre nos missions et nos agents face à la stigmatisation organisée par les gouvernements successifs, les politiques et les médias.

Aussi, issue de la démarche stratégique, tout comme la destruction du réseau, la mission «Conditions de Vie au Travail » ne peut que nous laisser plus que dubitatif. Autant la rebaptiser immédiatement « Dites moi ce dont vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer !! »

